

## LES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS EN LORRAINE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Parmi les grandes familles politiques et idéologiques de la France contemporaine, figure sans aucun doute celle que l'on peut rassembler sous l'appellation générique de famille d'inspiration Démocrate-Chrétienne et cela en dépit de la complexité de ses origines. En effet, à partir des débuts du XX<sup>e</sup> siècle surtout, celle-ci apparaît comme étant au croisement et au confluent de diverses tendances préexistantes, qui sont celles notamment du catholicisme social et du catholicisme libéral. La « première » démocratie chrétienne avait peu à peu surgi de façon autonome à partir de 1848 surtout, avant une « seconde » qui s'était développée avec un embryon d'organisation politique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est au milieu d'une histoire confuse que cette tendance s'était peu à peu dégagée, mais en fait en liaison constante avec les tendances catholique sociale et catholique libérale. Une autre étape décisive mais originale dans le cadre français fut avant 1914 le développement du mouvement du « Sillon » autour de son animateur Marc Sangnier, mais dans le cadre de relations complexes avec ce qui restait de la « seconde démocratie chrétienne » des années 1890. De plus, au début du siècle les interventions pontificales avaient essayé de limiter, voire d'interdire l'utilisation politique du terme de « Démocratie Chrétienne ». Néanmoins on pouvait semble-t-il dès avant la première guerre mondiale rassembler sous cette appellation l'ensemble des tendances qui, à l'intérieur du « catholicisme politique français » tendaient à se démarquer des tendances conservatrices et cela à la fois sur le plan politique, notamment par le fait du « ralliement » à la république et aussi aux formes démocratiques, et sur le plan social par le développement des doctrines catholiques sociales ou parfois en allant même plus loin sur ce terrain.

Car, ce qui s'était aussi vérifié, du fait de la complexité de l'évolution historique, c'était une diversité interne très grande dès avant 1914 de ces courants que l'on peut plus ou moins qualifier d'« avancés » sur le plan politique et social par rapport à la dominante conservatrice du catholicisme français, et même une sorte d'éclatement. Toute une gamme se révèle ainsi au début du siècle, faisant passer de simples catholiques sociaux très modérés et pas toujours ralliés à la république aux catholiques libéraux qui s'étaient pour la plupart « ralliés » et avaient organisé un parti relativement puissant, « l'Action Libérale Populaire » jusqu'aux tendances qui peuvent être plus réellement situées dans l'orbite d'une « démocratie chrétienne » au sens large. Il y avait ici notamment le groupe du « Sillon » condamné en 1910. C'est depuis lors que cet éclatement s'était encore accentué. Tandis que Sangnier en 1911 essaie de reconstituer avec ses éléments les plus fidèles, un nouveau groupement, la « Ligue de la Jeune République » qui s'oriente assez vite à Gauche, d'autres éléments plus modérés de la mouvance démocrate-chrétienne, qui avaient

été ou non sillonnistes, qui avaient participé à la seconde démocratie chrétienne ou à des petits groupements divers, ou encore qui étaient passés par la puissante « Association Catholique de la Jeunesse Française » vont tendre à se regrouper, souvent en contact avec certains catholiques sociaux ou catholiques libéraux « démocrates » dans des « Fédérations de Républicains-Démocrates » qui constitueront les premières bases après la guerre du premier parti solide d'inspiration démocrate-chrétienne en France, le Parti Démocrate Populaire ou P.D.P. Mais il faut aussi constater comment toutes ces tendances restaient minoritaires à l'intérieur du catholicisme français, et face avant 1914 à la montée de l'intégrisme ou de tendances comme celle de « l'Action Française », dans une masse catholique conservatrice. La Lorraine présentait bien sûr dans ce cadre un aspect spécifique, du fait de l'annexion de la future Moselle, et d'une évolution séparée pendant un demi-siècle des deux parties de la province. Néanmoins, un point de départ fondamental commun est celui de l'appartenance aux régions de forte pratique, en particulier pour les zones rurales et notamment en zone annexée, mais aussi pour la majeure partie de la Meurthe-et-Moselle, et de façon un peu moins nette pour les Vosges et surtout la Meuse<sup>(1)</sup>. On est néanmoins toujours ici dans les terres « d'observance majoritaire » et sur le plan politique dans une des régions où l'influence de la droite conservatrice, souvent à tendance nationaliste, s'était en fait accentuée depuis l'avènement de la République en Lorraine non annexée<sup>(2)</sup>. Cependant ici comme ailleurs les tendances catholiques sociales et démocrates chrétiennes, s'étaient également développées, comme autant d'antécédents pour l'éclosion d'une éventuelle force politique nouvelle et il est incontestable que, du moins pour les trois départements demeurés dans le cadre français, le mouvement du « Sillon » fut le plus typique parmi les précurseurs de la « démocratie chrétienne » au sens large, c'est-à-dire au sens idéologique et social plus que spécifiquement politique. Il s'était ainsi développé, dans le cadre des structures plus ou moins fédératives du « Sillon », de puissants « sillons régionaux » dont le « Sillon de l'Est » fut, de façon indéniable, l'un des plus importants. Depuis 1895, il existait à Nancy un petit groupe et des cercles d'études plus ou moins sous l'influence des idées d'Albert De Mun et qui étaient en fait à la recherche de nouvelles formes d'action. C'est en 1902 que se fit le véritable démarrage du Sillon de Nancy<sup>(3)</sup>, et cela autour des leaders comme le jeune Henri Teitgen, alors étudiant en droit, mais aussi Georges Renard, le docteur Gabriel Richard, etc., qui seront parmi les principaux leaders démocrates-populaires de la région dans l'entre deux guerres. Ce groupe est d'abord plus ou moins en liaison avec le parti de « l'Action Libérale Populaire » par

1) Fernand BOULARD, *Problèmes missionnaires de la France rurale*, Paris, CERF, 1945 et *matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles - tome II*.

2) LACOSTE (sous la direction de), *Géopolitiques des régions françaises*, t. II. La Lorraine - Article J.-M. GEHRING - C. SAINT-DIZIER.  
LEGER B.M.E., *Les opinions politiques des provinces françaises*, Paris, 1934, Gombert.

3) A ce sujet : Gabriel RICHARD, « Le Sillon Lorrain. Souvenirs d'un militant 1902-1910 », *Annales de l'Est*, 1961, p. 33-70.

rapport auquel il ne tarde pas à prendre une totale autonomie. Le dynamisme du « Sillon de Nancy » lui permet d'envisager la constitution d'un futur « Sillon de l'Est », englobant les Vosges tout d'abord, mais aussi la Franche-Comté autour de Belfort comme point de départ et d'un homme comme Henri Bruchon, la Champagne qui avait été une des terres d'élection de la « seconde démocratie chrétienne » et même la Bourgogne qui connaîtront cependant un développement autonome. Il est encore envisagé de « prendre une hypothèque » sur la Moselle annexée, et cela en utilisant un réseau d'amis existant. Ce « Sillon » dispose d'un mensuel *La Chronique Sociale de l'Est* et connaît quelques brillantes années d'activité en dépit de l'hostilité de l'évêque. Mais le « Sillon de l'Est » paraît manifester cependant une certaine incompréhension devant quelques-unes des méthodes employées par le « Sillon central » et notamment l'exclusion de groupes voisins, mais à l'esprit plus modéré, marquant ainsi le début de certaines dissensions internes<sup>(4)</sup>. De plus c'est en 1907 qu'Henri Teitgen part en Bretagne, où il est appelé par le fondateur de l'*Ouest Éclair*, Emmanuel Desgrees Du Lou, pour y être pendant sept ans le secrétaire de rédaction puis le rédacteur en chef de ce journal qui devient un des principaux organes des tendances d'inspiration démocrate chrétienne et cela en particulier dans l'Ouest face aux tendances monarchistes. Ce départ affaiblit, à côté des dissensions le « Sillon de l'Est » atteint comme les autres par les décisions pontificales de 1910. Cependant, au plan local, on peut retenir dès cette période des contacts entretenus avec de nombreux catholiques sociaux et démocrates des provinces annexées qui joueront un rôle par la suite. De plus, en Lorraine comme dans d'autres régions, des groupes avaient été formés par cette action et par « l'Esprit du Sillon » qui incarnait notamment l'acceptation de la part de ces tendances d'une plus grande laïcisation, d'une évolution vers un mouvement politique plus autonome de toute autorité ecclésiastique, vers une plus grande acceptation aussi de la démocratie politique traditionnelle. Mais des tendances diverses allaient cependant se vérifier chez les héritiers du « Sillon » à partir de 1910, entre ceux qui allaient rejoindre Sangnier et la « Jeune République » et ceux qui allaient connaître d'autres évolutions, les représentants de l'esprit démocrate-chrétien en Lorraine ayant connu comme les autres ces divisions et ces clivages.

Cependant le cas Lorrain est bien entendu spécifique, du fait de l'évolution autonome d'une partie de la région, en Lorraine annexée. Ici le développement n'avait pu se faire que dans des cadres tout à fait différents, liés en grande partie, mais pas uniquement, à l'évolution du catholicisme allemand, même si des interpénétrations avaient pu se produire. Et c'est ainsi qu'il s'était constitué des forces politiques qui avaient rassemblé les catholiques, comme le « Centre Alsacien-Lorrain », fondé en 1906, lié au « catholicisme politique allemand », à côté du « Parti

4) Jeanne CARON, *Le Sillon et la démocratie chrétienne 1894-1910*, Paris, Plon, 1967, 798 p.

Lorrain indépendant », les deux tendances fusionnant néanmoins en 1919<sup>5)</sup>. C'est dans ce contexte original incluant une évolution spécifique pour les catholiques lorrains du « Reichsland » que la première guerre mondiale aboutit pour la Lorraine à la réintégration dans le cadre national français du nouveau département de la Moselle. Mais en fait, si nous allons tenter d'inclure dans cette étude les tendances démocrates-chrétiennes à la fois pour les trois départements « de l'intérieur » et pour l'ancienne Lorraine annexée, il est bien évident malgré tout que, durant toute cette période de l'entre deux guerres, on assistera à deux types de développement spécifiques et en fait pratiquement isolés. Un demi-siècle de séparation n'allait pas pouvoir être effacé en quelques années, et on aura ici un des exemples politiques des difficultés de la réintégration des « provinces recouvrées ». En dehors même de la spécificité linguistique et culturelle d'une partie de la Moselle, d'autres raisons joueront aussi pour expliquer cette séparation qui va se perpétuer pendant toute cette période 1919-1939. Tout d'abord les solidarités nouées avec les catholiques alsaciens du côté mosellan n'allaient pas s'évanouir de façon immédiate et les catholiques mosellans resteront souvent plus liés de ce côté que du côté des autres catholiques lorrains. D'autre part il y aura tout le problème du maintien promis du régime concordataire et de la défense de cette promesse qui se révélera bientôt nécessaire, ainsi que de l'ensemble du « statut local ». D'autre part, encore, tant pour les Mosellans que pour les Alsaciens se posera le problème de l'absence du côté français d'un grand parti catholique auquel ils auraient pu se rallier, et plus ou moins analogue au « Zentrum », et cela alors que la formation d'un parti catholique a toujours été impossible dans le contexte politique et religieux français. Ainsi les catholiques alsaciens et mosellans vont-ils se trouver en situation un peu désemparée en 1919, au moment de la reconstitution des forces politiques, en vue tout d'abord des élections de novembre<sup>6)</sup>.

C'est ainsi qu'en Alsace comme en Moselle, dans ce contexte, sont jetées les bases dès les débuts de 1919 de la formation de forces politiques plus ou moins autonomes, et différentes pour les deux régions, en particulier pour les forces de Droite et du Centre auxquelles adhéraient très majoritairement les catholiques. En Alsace, c'est dès février 1919 que sont organisées les bases du nouveau parti « Union Populaire Républicaine d'Alsace » ou « U.P.R.A. » (devenue plus tard U.P.R.N.A.), largement issu de l'ancien « Zentrum » alsacien-lorrain et qui s'appuie surtout sur les syndicats chrétiens et le clergé, et une puissante presse catholique. Du côté mosellan, après la rupture des liens structurels avec les Alsaciens, c'est aussi une restructuration politique précoce qui conduit à l'élaboration d'un nouveau parti qui va être l'U.R.L. ou « Union Répu-

5) François ROTH, *La Lorraine annexée. Étude de la présidence de Lorraine dans l'Empire allemand (1870-1918)*, 1976, 766 p.

6) Christian BAECHLER, *Le Parti catholique alsacien 1890-1939. Du Reichsland à la République jacobine*, Ophrys, 1982, 764 p.

blicaine Lorraine » qui en fait regroupera des éléments plus larges que les démocrates-chrétiens, mais là aussi avec des problèmes face aux partis « de l'intérieur ». C'est également dès le début de 1919 que se fonde ce parti par une union du « Centre » et du « Parti Lorrain Indépendant » et qui adopte tout comme le parti alsacien un programme à la fois social et régionaliste. Mais il s'agit d'un rassemblement encore plus hétéroclite que l'U.P.R.N.A., du fait de la coexistence de tendances « régionalistes » et « sociales » souvent proches des démocrates-chrétiens et de tendances plus nationalistes et autoritaires et plus proches de la droite traditionnelle de l'intérieur comme le révélera l'évolution ultérieure.

Sur le plan national en effet on assiste tout d'abord aux lendemains de la guerre à une poussée de la Droite et sur le terrain religieux à une réintégration qui s'achève des catholiques dans les cadres politico-religieux, tout cela étant symbolisé par la formation du « Bloc National » qui voit une entente autour de « l'Alliance Démocratique », des catholiques regroupés majoritairement pour leur part au sein de la « Fédération Républicaine » qui recueille le plus gros du « catholicisme politique français » après la quasi-disparition de « l'Action Libérale ». Quant aux catholiques proches des tendances « démocrates chrétiennes » ou « catholiques sociales », cette année 1919 est marquée par l'échec de ce que certains avaient espéré être l'occasion d'un regroupement. En effet, à côté des catholiques plus ou moins influencés par « l'Action Française » et son « nationalisme intégral », il y a ensuite de droite à gauche des tendances plus ou moins monarchistes camouflées, et puis le gros du catholicisme conservateur qui s'oriente alors majoritairement vers le parti de la « Fédération Républicaine », dont cependant une aile non négligeable est influencée par les idées d'un catholicisme social modéré. Et c'est ensuite que l'on trouve des catholiques sociaux plus modérés représentant une aile « démocratique », à côté de ce qui reste également de l'ancienne « Action Libérale ». Quant aux « démocrates d'inspiration chrétienne », ils sont dans une situation d'éclatement et de division après la guerre, même s'il y a eu des germes de renouveau pendant celle-ci, et cela par exemple autour du Journal *L'Âme Française*. Dès avant 1914, s'étaient constitués à côté de la « Jeune République » de Sangnier, les groupes « républicains démocrates », particulièrement celui de la région parisienne autour d'hommes comme Alfred Bour, Robert Cornilleau, Georges Thibout, Raymond-Laurent ou celui du Finistère avec Paul Simon, Pierre Tremintin. Mais d'autres avaient aussi commencé à se révéler à travers tout le territoire. On a affaire ici à une tendance plus modérée sur le terrain politique que la « Jeune République » et qui est prête en particulier à une entente avec certains catholiques sociaux ou libéraux « démocrates » qui est refusée à la « J.R. » où l'on voit en eux des éléments conservateurs. En effet le catholicisme social se restructure lui aussi après la guerre autour d'organisations puissantes comme les « Semaines Sociales », les « secrétariats sociaux », mais aussi toujours l'A.C.J.F. qui aura une grande importance dans l'entre deux guerres, et encore la nouvelle C.F.T.C. ou « Confédération Française des Travailleurs Chrétiens » qui prend largement appui sur les « provinces recouvrées ».

On pouvait ainsi se demander si, en 1919, dans le cadre de la restructuration politique générale et de la réintégration des catholiques dans la vie nationale, il n'y avait pas l'occasion d'un regroupement sinon autour d'un parti catholique, du moins d'un parti qui serait plus ou moins d'inspiration démocrate chrétienne et catholique sociale, et s'appuyant aussi sur les catholiques d'Alsace-Lorraine. Mais on assiste dans cette année à l'échec en plusieurs étapes des tentatives de regroupement dont certains avaient espéré que Marc Sangnier aurait pu être l'animateur et qui le refuse. Une deuxième étape de cet échec est marquée par les élections de novembre qui voient certes la victoire du « Bloc National », mais où les « Démocrates Chrétiens » et les « Catholiques Sociaux » sont englobés sur les listes du « Bloc », sans autonomie. Là encore, alors que certains pensaient qu'il se formerait à la Chambre un groupe d'inspiration catholique sociale, cet espoir est à nouveau déçu et les élus se dispersent. Malgré tout, la période 1919-1924 est marquée par une maturation qui va conduire à l'élaboration progressive d'une nouvelle force politique et du premier véritable parti d'inspiration démocrate-chrétienne en France, c'est-à-dire le P.D.P. ou « Parti Démocrate Populaire » qui ne sera cependant constitué qu'en novembre 1924. Sa formation pourra se concrétiser après l'échec d'une tentative d'entente entre les « Républicains Démocrates » et la « Jeune République » au sein de la « Ligue Nationale de la Démocratie », dissoute dès 1922, puis une relance avec le « bureau d'action civique », dès lors soutenu par les républicains démocrates et certains catholiques sociaux. C'est après les élections de 1924 et la victoire du « cartel des gauches » que se constitue tout d'abord un « groupe démocrate » de 14 membres à la chambre qui est le prélude à la formation du nouveau parti dont le congrès constitutif se tient à Paris les 15 et 16 novembre et qui témoigne d'un effort politique sérieux.

Le Parti Démocrate Populaire<sup>(7)</sup> sera ainsi le noyau principal sur le plan politique des démocrates-chrétiens dans l'entre deux guerres, leur force principale à côté de la petite ligue de la Jeune République. Il va disposer d'un petit groupe parlementaire qui aura au maximum 18 membres en 1928, d'un nombre d'adhérents autour de 20 000, et d'une presse qui, à défaut d'un quotidien, aura un hebdomadaire combatif, *Le petit Démocrate* et un soutien actif dans l'Ouest, *L'Ouest Éclair*. Ses principaux cadres nationaux s'affirment bientôt derrière le Président Auguste Champetier De Ribes, le secrétaire général Raymond-Laurent, le directeur du *Petit Démocrate*, Robert Cornilleau. Mais d'autres leaders vont aussi se dégager dans les années 1930, comme Georges Bidault, Robert Schuman, aux côtés d'une pléiade de « lieutenants » de valeur au niveau régional et des fédérations. Le parti se constitue en 1924 par un rassemblement en fait complexe d'éléments démocrates chrétiens modérés et d'autres venus en fait d'un catholicisme social « démocratique » et qui

7) A ce sujet, voir J.C. DELBREIL, *Le Parti Démocrate Populaire des origines au M.R.P. 1919-1944*, Thèse, Paris X, 1985, 1517 p.

acceptent d'entrer sur le terrain politique qu'ils avaient jusqu'ici refusé. Ce sont en particulier ici des éléments venus des grandes organisations comme les « Semaines Sociales », « l'Association Catholique de la Jeunesse Française », ou encore la « Confédération Française des Travailleurs Chrétiens », mais de façon individuelle et sans engager les organisations elles-mêmes. On voit également s'y adjoindre des éléments venus d'un certain catholicisme libéral et notamment de l'aile gauche de ce qui pouvait rester de l'ancienne « Action libérale ». On peut dire ainsi que le P.D.P. a été continué par une fusion d'une « droite » de la démocratie chrétienne et d'une « gauche » du catholicisme social et libéral. Par cette synthèse il se formait pour la première fois un parti politique d'inspiration catholique et sociale et démocrate chrétienne, qui se voulait dès l'origine « centriste ». C'est en effet un programme « centriste » que le P.D.P. développe sur tous les plans, intérieurs, sociaux et internationaux. Mais en fait il faut constater que si le P.D.P. a souhaité parvenir à une sorte de « déclasserment » des forces politiques traditionnelles, en refusant en particulier le clivage religieux, par un reclassement sur les terrains sociaux et internationaux, il est bien resté notamment au niveau parlementaire et cela pour des raisons multiples, au centre-droit, et comme un des éléments des coalitions modérés ou d'« Union Nationale ». Il a ainsi fait figure d'« aile sociale » de la droite, en ayant des relations complexes et parfois conflictuelles avec les deux grands partis modérés, c'est-à-dire la « Fédération Républicaine » avec qui il va entrer en concurrence dans les masses catholiques et « l'Alliance Démocratique », s'il a par ailleurs toujours combattu l'extrême-droite et particulièrement l'Action Française dans les années 1920, et plus tard les Liges et le fascisme dans les années 1930. La théorie de la « Concentration » qu'il a soutenu au niveau doctrinal n'a guère eu de réalisations concrètes du côté des radicaux avant la fin de l'entre deux guerres et il est resté constamment gêné par le maintien d'un contexte de questions politico-religieuses.

Sur le terrain idéologique, il a entamé ainsi que certains éléments intellectuels se situant dans sa « mouvance » un effort incontestable, autour en particulier de certains organes de réflexion comme *Politique* avec Charles Flory et les *Cahiers de la Nouvelle Journée* de Paul Archambault, marqué par les influences du « personnalisme », du « popularisme » de Sturzo, de la « théorie de l'institution, mais aussi de Bondel, Maritain, dans une synthèse souvent complexe là encore. En fait on peut dire que ce parti allait aboutir à un certain échec dans son effort politique au cours de l'entre deux guerres, mais qui fut loin d'être total et qui fut par certains côtés un demi-succès. Même s'il y a eu un déclin après 1932, il faut dire que ce parti avait préparé la voie à ce qui sera le triomphe de son successeur immédiat en 1945, le M.R.P. ou « Mouvement Républicain Populaire ». Ce parti, à côté de son histoire nationale, avait aussi connu une histoire locale souvent intense. A sa création il ne s'était pas implanté, loin de là, dans tous les départements et c'est dans les années suivantes que cette implantation s'était poursuivie, aboutissant

à un réseau dense de fédérations départementales, mais qui resta toujours incomplet. De plus cette implantation s'est souvent réalisée à partir de « noyaux » animant toute une région et ce fut le cas en Lorraine. Dans une typologie de ces fédérations, il est possible de distinguer semble-t-il entre les « fédérations puissantes » et qui ont connu également un débouché politique, les fédérations « dynamiques et puissantes », mais sans débouché électoral, des « fédérations moyennes », et enfin des « fédérations de militants », sans grande activité. Dans le cadre de la Lorraine, la fédération de Meurthe-et-Moselle peut être classée dans le deuxième type, celui des fédérations assez dynamiques et puissantes, mais qui n'ont jamais réussi à faire élire un député. Ce fut en tout cas la fédération motrice pour la région, puisque dans les deux départements de la Meuse et des Vosges, on n'a eu affaire qu'à de « petites fédérations ». En revanche la Moselle présente un cas spécifique puisque, si le P.D.P. n'y a pratiquement jamais été implanté en tant que tel, le parti local, l'U.R.L. avait en son sein une tendance démocrate-chrétienne dont, de plus, certains élus allaient, comme nous le verrons, se retrouver à la chambre au groupe Démocrate-Populaire.

C'est en tout cas la vie de la Fédération du P.D.P. de Meurthe-et-Moselle qui apparaît comme ayant été un des éléments centraux de l'activité des démocrates-chrétiens en Lorraine dans l'entre deux guerres, même s'il y a eu aussi une action de la « Jeune République » dans les années 1930, et s'il y a eu par ailleurs le problème autonome de l'U.R.L. et des parlementaires mosellans liés au P.D.P. dont Robert Schuman deviendra le plus célèbre. En Lorraine non annexée, on avait donc dès avant 1914 des antécédents à une action des démocrates d'inspiration chrétienne avec le « Sillon de l'Est ». Cependant il y avait eu aussi une sorte de « passage à vide » peut-être plus net qu'ailleurs jusqu'en 1924. Les « démocrates » lorrains n'apparaissent pas en effet en première ligne lors de la gestation du P.D.P. en 1919-1924, et des étapes de la « Ligue Nationale de la Démocratie » et du « Bureau d'Action Civique ». Néanmoins des réunions avaient alors eu lieu à Nancy, dans le cadre d'un « cercle d'études sociales », et avec des conférences faites par Georges Renard et Henri Teitgen. Déjà par exemple, on avait déclaré que « tout en attirant nos amis de la Jeune République qui venaient aussi aux réunions, nous nous différencions nettement d'eux et parfois nos mentalités s'affrontaient assez vivement »<sup>(8)</sup>. C'est en 1924 que des rapports s'établissent entre le « cercle » et le groupe autour du « B.A.C. » et du *Petit Démocrate* de Paris. Mais la question est soulevée pour l'adhésion au futur parti des relations sous la forme d'un « cartel électoral » avec « l'union républicaine de l'Est », principal noyau de la droite traditionnelle. Elle est résolue dans le sens d'une « formule large » acceptée au niveau national, dans le cadre du début des rapports complexes et bientôt conflictuels ici entre la « Fédération Républicaine » et le P.D.P. Lors de la fondation du parti

8) *Le démocrate de l'Est*, janvier 1926.

en novembre, la Meurthe-et-Moselle est représentée par un membre du « cercle » au « conseil national » qui est alors désigné et qui devient un de ses organes importants, en dessous de la commission exécutive. Ceci est la reconnaissance de l'existence d'un noyau actif, d'abord sous la forme d'une « section départementale ». D'ailleurs la formation de la Fédération a lieu officiellement le 8 février 1925, en la présence de Georges Thibout, président du P.D.P. Cette fédération porte au début le titre provisoire de « Fédération de l'Est de la France », en englobant aussi la Meuse et les Vosges en attendant qu'ils soient organisés.

En tout cas cette fédération se constitue derrière ses principaux leaders qui ne tardent pas à émerger, et en particulier son premier président, l'avocat Henri Teitgen (1882-1967). Il était originaire d'une vieille famille paysanne de la région de Thionville qui, après 1870, était venue s'établir à Nancy. Après son séjour à Rennes à *L'Ouest Éclair*, il revient après 1918 à Nancy où il se consacre à l'œuvre de la reconstruction, en fondant et en dirigeant, sous les auspices de la « Société industrielle de l'Est », un office des dommages de guerre. Il publie d'ailleurs un *Traité pratique de la législation des dommages*. En même temps il est inscrit au barreau de Nancy, où il acquiert rapidement une place de premier rang. C'est en effet, incontestablement, un orateur et un tribun, et qui devient ainsi, de façon naturelle un des principaux propagandistes du mouvement. Il est assez rapidement membre de la commission exécutive du P.D.P. et il est le père d'un des futurs fondateurs et ministres de M.R.P., Pierre-Henri Teitgen, qui a été aussi membre des « Jeunesses Démocrates Populaires » et du parti. A côté de Teitgen, on doit citer le docteur Richard (né en 1883) qui, étudiant en médecine à Nancy avait contribué à animer le « Sillon lorrain ». Installé à Royan depuis l'armistice, il passe néanmoins ses hivers à Nancy où il s'occupe activement de la propagande de la fédération, en restant un des membres de son bureau. Celui-ci comprend du moins dans les années 1920 Lalande et l'industriel Fisson en tant que vice-président. Parmi les membres actifs et importants de cette fédération, il faut également citer Joseph Malval (né en 1866) qui devient maire de Nancy en 1929, après avoir été élu au Conseil municipal en 1919, puis adjoint au maire. Il arrive à la tête de la municipalité en conduisant la liste de « concentration républicaine ». En fait Malval, adhérent au P.D.P. n'en a jamais été un militant actif. Mais « partisan convaincu de ses doctrines... il a toujours affirmé hautement son adhésion au P.D.P. qui est dit-on « fier de le compter dans ses rangs ». Il demeure un animateur de « groupements républicains », de cercles d'études et de « jardins ouvriers ». Sur le plan politique il incarne un « rassemblement républicain démocratique » hostile à la Gauche, mais qui se veut également opposé aux « milieux réactionnaires ». On peut de même situer dans ce milieu des démocrates chrétiens lorrains, Georges Renard, lui aussi ancien militant sillonniste qui devient professeur de droit à Nancy avant que d'entrer dans l'ordre des dominicains. C'est en 1922 qu'il publie un *Cours élémentaire de Droit Public Français* et qu'il commence à devenir un des défenseurs de la « Théorie de l'institution »

et des thèses de Maurice Hauriou qu'il contribue alors à développer avec en 1930 sa *Théorie de l'institution. Essai d'ontologie juridique*, en 1931 son *Institution. Fondements d'une rénovation de l'ordre social* et en 1939 sa *Philosophie de l'institution*. Il participe aux débats intellectuels autour de ces théories et de revues comme *Politique* et *Les Cahiers de la nouvelle journée*.

Mais c'est sur un autre terrain, plus pratique, que se déroule en fait la vie de la fédération qui est une de celles qui se développent le plus rapidement. Elle comprend bientôt 6 sections à Nancy et 17 dans le reste du département. Elle revendique dès 1927 968 cotisants, ce qui en ferait une des plus importantes sur le plan des effectifs. Ceux-ci peuvent être discutés, mais des documents internes du Parti parlent néanmoins de 1 180 membres en 1932, ce qui semble avoir été un maximum. En effet, elle n'est plus classée ensuite que parmi les fédérations « entre 500 et 1 000 adhérents » en 1933, avant de tomber en dessous de ce niveau. En fait cette fédération avait connu un rapide essor, typique de celui du parti et encore accru en 1925-1932 avant de connaître un déclin illustratif de celui du P.D.P. après 1932, amplifié par des considérations locales. D'autre part on constate ici un très net décrochage entre les effectifs et le nombre des abonnés au Journal du parti *Le Petit Démocrate* (241 en 1929, 203 en 1932), différence qui est beaucoup plus accentuée qu'ailleurs. Malgré tout pendant quelques années ce fut incontestablement une des fédérations les plus nombreuses du P.D.P. En effet, elle se consacre dès l'origine à une œuvre intense de propagande, notamment sous la forme de conférences données en particulier par Henri Teitgen et Georges Renard. Des orateurs nationaux viennent aussi dans la région, comme Lerolle et Cornilleau. De plus elle s'est très vite dotée à partir de janvier 1926 d'un organe mensuel *Le Démocrate de l'Est* qui se veut « organe des fédérations de la région de l'Est du Parti Démocrate Populaire » et qui paraît sur 4 pages. Il devient rapidement un de ces journaux typiques et combatifs de fédérations et de militants dont il a existé quelques exemples à l'intérieur du P.D.P. qui essaie de coordonner leur action à l'intérieur de « l'Association des Journalistes Démocrates » animée par Louis-Alfred Pages. Mais ce journal disparaîtra en 1933, ce qui sera un des symptômes de la crise de la Fédération. Par ailleurs le problème s'est aussi posé des relations avec le journal local *L'Éclair de l'Est* issu du groupe de presse « la Presse régionale » et sur lequel le P.D.P. avait plus ou moins essayé de mettre la main, dans le cadre d'ailleurs de ses relations conflictuelles avec la « Fédération Républicaine ». En juin 1925, le président de « l'Union Républicaine de l'Est » écrit à Pagès au sujet des « pourparlers engagés entre la presse régionale et un certain nombre de nos amis ». Le groupe de « la Presse régionale » avait été fondé en 1904 et était plus ou moins proche de « l'Action Libérale » avec des journaux comme *L'Éclair de l'Est*, mais aussi *Le nouvelliste de Bretagne*, *Le courrier du Pas-de-Calais*, *l'Éclair Comtois*. Ces tractations se seraient déroulées en concertation avec l'Abbé Trochu de *L'Ouest Éclair* et n'auraient pu aboutir que grâce à l'appui

technique et financier de celui-ci. Cependant, si l'initiative n'eut guère de suites, on peut noter qu'en 1932, un des lieutenants de Louis Marin Edouard De Warren déclare à ce dernier « qu'il est important que l'argent que François De Wendel donne à *L'Éclair de l'Est* soit transformé en actions afin de conserver l'autorité sur le journal qui pourrait tomber sous l'influence du P.D.P. et de « l'Ouest Éclair »<sup>9)</sup>. Mais en fait, comme la plupart des fédérations du parti, celle de l'Est et de la Meurthe-et-Moselle n'a pas pu bénéficier d'un instrument de propagande comparable à celui des forces concurrentes de la droite traditionnelle qui connaissent dans cette région une forte implantation derrière des leaders de la « Fédération Républicaine » qui en sont issus comme Louis Marin et de Warren. Ce sera ici une des trames de l'histoire de ce groupe démocrates-chrétiens que cette rivalité conflictuelle surtout en 1927-1932. Cette fédération se montre rapidement active et lors de son assemblée générale de février 1926, Teitgen réaffirme sa volonté et celle de son parti « d'aider la démocratie française à trouver ses bases définitives ». Un cercle de propagandistes est mis sur pied, cependant que l'on proclame la nécessité de se définir clairement par rapport aux autres partis. *Le Démocrate de l'Est* publie une rubrique régulière « notre travail dans l'Est » qui témoigne bien du développement méthodique de cette action au niveau de l'organisation des sections qui deviennent un exemple au niveau national. La fédération organise un groupe de jeunes au début de 1927 et des commissions spécialisées, et ce en suivant scrupuleusement les directives données par le secrétaire général Raymond-Laurent. On demande aussi que la lecture du *Démocrate de l'Est* ne dispense pas de celle du *Petit Démocrate* et de *Politique*. L'action sociale n'est pas oubliée dans cet ensemble et il est ainsi créé un « secrétariat social » qui entend bien animer les « œuvres sociales éparses », pendant que Laroppe, conseiller d'arrondissement, s'occupe de « l'Union Lorraine » des syndicats agricoles et que le Docteur Richard continue à animer des œuvres diverses. En même temps des positions très nettes sont prises par la Fédération et son journal, appuyant ses initiatives au plan national aussi bien sur le terrain social que sur le terrain international, et souvent avec moins de prudence et plus de vigueur.

Mais cette montée en puissance qui est incontestable et qui commence à en faire une force politique départementale non négligeable, cette volonté d'affirmation autonome au niveau social ne pouvaient que créer des problèmes du côté de ceux qu'on appelait « les partis voisins », c'est-à-dire en fait les autres partis républicains modérés, et des problèmes aussi de concurrence au sein des organisations catholiques entre une tendance « conservatrice » et une tendance plus « démocratique », que l'on retrouve certes dans d'autres régions, mais qui fut ici plus exemplaire et exacerbée qu'ailleurs en débouchant sur des conflits assez violents. Dès

9) A ce sujet : J.C. DELBREIL, *op. cit.* p. 333 et Archives Louis Marin n° 32, 1932.

septembre 1927 Henri Teitgen dans *Le Démocrate de l'Est* et dans la perspective de la préparation des élections de 1928 refuse un programme d'union qui serait fondé sur la simple défense des libertés religieuses. Chaque parti doit conserver son programme propre et les alliances électorales doivent prendre selon lui la forme d'un « cartel » et non d'un « bloc ». Or « l'Union Républicaine » qui visait à la réalisation de ce « cartel », selon Teitgen n'existe plus, et cela par la faute même de ceux qui accusent le P.D.P. de pratiquer la division. C'est donc la rupture qui se produit avec cette Union, et cela dans le cadre de la décision prise en septembre de présenter la candidature de Teitgen. Sur ce point on va assister au premier épisode du conflit local et exemplaire entre le P.D.P. et la Fédération Républicaine. Il s'agit d'un conflit et d'une concurrence d'ampleur nationale à l'intérieur du « catholicisme politique français », le duel étant virtuel auprès des masses catholiques, le P.D.P. ne pouvant espérer se développer qu'en mordant sur l'électorat de la F.R. En tout cas, si sur le plan national, un accord d'ensemble s'était réalisé au sein d'un « comité d'arbitrage » des partis de l'union nationale, auquel le P.D.P. avait accepté de participer localement, en revanche en Moselle, il en va différemment du fait de la volonté de Teitgen appuyée par la Fédération dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Nancy, c'est-à-dire dans celle où veut se présenter aussi le bras droit du Lorrain Louis Marin, président de la Fédération Républicaine, Edouard de Warren. Devant la complexité de la situation, on demande à Malval de s'entremettre. Celui-ci aurait préféré encourager Teitgen à se présenter à Toul. Un arbitrage est également sollicité auprès du général De Castelnaud, président de la « Fédération Nationale Catholique » où la lutte de tendances commence de même à faire rage. Celui-ci se demande dans quelle mesure une décision arbitrale serait suivie d'effets en face de la division qu'il constate des « comités diocésains »<sup>(10)</sup> eux-mêmes. Il regrette aussi de remarquer que cette division locale du fait des démocrates populaires s'est reproduite souvent ailleurs.

En fait, Warren refuse absolument de se retirer devant Teitgen et d'autre part il semble bien que ce soit François De Wendel qui ait opposé son veto à l'idée de donner compensation à Teitgen dans une des deux circonscriptions de Thionville pour remplacer le chanoine Louis, membre mosellan du groupe démocrate qui ne se représente pas. La mise en place d'un « comité arbitral » est demandée par certains en même temps que d'autres demandent que les pressions soient exercées sur Wendel pour qu'il accepte cette candidature. M<sup>gr</sup> De La Celle demande à Warren que tout soit fait afin de défendre les intérêts catholiques en Lorraine et d'assurer le maintien de l'union face à « l'ennemi commun ». En fin de compte, devant ces difficultés, en janvier 1928, il est décidé de renoncer à cette candidature dont Teitgen va bientôt retracer lui-même « l'édifiante histoire », en mettant en cause le mode de scrutin qui « favorise l'écrasement des partis jeunes » et en soulignant la nécessité qu'il y avait de sauvegarder

10) A ce sujet : J.C. DELBREIL, *op. cit.*, p. 596-597 et Archives Louis Marin. A.D. Meurthe-et-Moselle 3 M 39, élections de 1928 A. IV 317 A.D. 231.

l'avenir en évitant toute rupture trop absolue. De plus une candidature aurait contraint à combattre le cartel des gauches aux côtés de la vieille droite. Malgré tout on met ici en cause le rôle et l'action de Louis Marin, son intransigeance, ainsi que le refus de tout arbitrage de la part de Warren. L'action de François De Wendel « que l'on peut s'étonner de retrouver en Moselle » est également incriminée et *Le Démocrate de l'Est* parle du « refus catégorique et systématique du président du comité des forges » (février 1928) et de sa volonté de barrer la route au P.D.P. En définitive on critique violemment « la fraction intransigeante de conservateurs impénitents que notre programme social effraie ». Cette campagne avortée marque le début des heurts entre les démocrates chrétiens lorrains et les autres tendances de la droite catholique. Du reste, « l'Union catholique du diocèse de Nancy et de Toul » met en cause cette attitude des démocrates populaires aboutissant selon elle à une division des catholiques. Finalement le P.D.P. avait dû renoncer à toute velléité de candidature en laissant la porte ouverte à la victoire des candidats de la « Fédération Républicaine » (Amidieu Du Clos à Briey-1, Louis Marin à Nancy-1, De Warren à Nancy-2, Désiré Ferry à Nancy-3, Fringant « républicain radical » étant élu à Toul, et Mazerand « républicain de gauche » à Lunéville). *La Croix de l'Est* avait également pris position en faveur des candidats de la F.R., et l'Union Catholique, liée à la F.N.C. avait rappelé qu'il ne fallait voter qu'en faveur des candidats ayant accepté les revendications catholiques. En effet, le P.D.P. avait pour sa part décidé à Lunéville de soutenir la candidature de Mazerand et cela dans le cadre des ententes avec le « Centre Gauche » de « l'Alliance Démocratique » pour barrer la route à l'extrême droite et à la gauche, cette attitude ayant été un élément aggravant de ses conflits avec la « Fédération Républicaine » et la F.N.C. Mais il n'avait pas été suivi en particulier du côté de l'évêché et de *La Croix de l'Est* dans sa tactique locale qui visait bien à refuser une simple « union des catholiques » sur les critères de la « défense religieuse » et en faveur d'un « déclassement » des forces politiques sur d'autres clivages<sup>(10)</sup>. Teitgen réaffirme alors que la politique de surenchère n'est en fait que celle du pire qui risque de profiter à la Gauche la plus anticléricale, et Pierre Fisson critique la maladresse qu'il y a à réclamer de certains candidats qu'ils adhèrent à toutes les revendications de la F.N.C. présentées en 1928. Le risque d'aboutir à des catastrophes pour les catholiques comme en 1898, et la nécessité de s'opposer à des « revendications intransigeantes » inacceptables par les « républicains » vers lesquels le P.D.P. veut se tourner sont soulignés. La Fédération de Meurthe-et-Moselle avait ici essayé d'appliquer la tactique générale du parti, mais avait témoigné de la difficulté de l'application face à la droite catholique traditionnelle souvent soutenue par les autorités religieuses, même si le P.D.P. se flatte d'être plus fidèle que la F.R. à l'esprit d'une véritable « union nationale » dégagée des critères politico-religieux considérés comme obsolètes. Du

11) A.N. Archives Louis Marin.

reste après cette bataille, *Le Démocrate de l'Est* fait écho avec une grande faveur aux contacts alors établis par le parti au niveau national avec les « jeunes équipes » souvent venues de la Gauche comme les « Jeunes Radicaux ». On espère ainsi pouvoir aboutir à l'abandon de toute politique sectaire dans le respect de la liberté religieuse, de la « neutralité » de l'état dans ce domaine face à l'attitude agressive d'une partie de la droite catholique pour « désarmer l'anticléricalisme ». On redit vigoureusement chez les « Démocrates » lorrains que la question religieuse peut être réglée amiablement dans le droit commun entre « républicains dignes de ce nom », le P.D.P. se flattant d'avoir par son action fait avancer l'idée de paix religieuse dans les milieux dits « avancés ».

En tout cas on entre alors dans une phase de heurts ininterrompus sur le plan local et électoral entre la « Fédération Républicaine » et les Démocrates Populaires et ce sera un des départements où ils seront les plus violents et symboliques. Dès l'automne 1928 un conflit a lieu aux élections cantonales à propos de la candidature de Jean Houldinger au siège de conseiller d'arrondissement à Nancy-Ouest<sup>(12)</sup> dont *Le démocrate de l'Est* affirme qu'il a été « combattu par tous les partis de réaction avec une violence inouïe », et cela au nom d'une union nationale au sens pervers. La Fédération met à nouveau directement en cause le rôle de Warren et de ses amis. Le candidat démocrate se trouve après le premier tour derrière le candidat de l'« Union Républicaine ». Mais il refuse de se désister au second où il est battu malgré le renfort de « Républicains qui se libérant de la Droite et de la Gauche ont affirmé le désir de voir s'instaurer une politique neuve ». C'est ici à nouveau une tentative d'application électorale de la doctrine de la concentration. Ces heurts continuent encore aux élections municipales de 1929 à Nancy, mais de façon plus confuse, une liste dite « de concentration » intégrant des éléments allant de la Droite jusqu'à certains radicaux s'opposant à une liste socialiste, une liste communiste, une liste radicale socialiste et « une liste de Droite avec des sympathisants d'Action Française ». Deux démocrates populaires sont élus sur la liste de « concentration », Marchal et Malval qui sera bientôt élu maire. Mais la fédération accuse la F.R. d'avoir, par des manœuvres, fait élire 11 cartellistes. De nouvelles divisions s'étaient produites dans les milieux catholiques au sujet de ces élections, *L'Éclair de l'Est* ayant affirmé sa préférence pour des listes « panachées » entre la liste de concentration et celle de Droite<sup>(13)</sup>. Les « Démocrates » avaient proposé une liste commune « permettant de rechercher ensemble les conditions d'une trêve » et un « comité de concentration » s'était créé, avec Antonin Daum, proche des démocrates, Georges Renard, Henri Teitgen et Charles Masson. Le P.D.P. avait été mis en cause par *La Croix de l'Est* pour sa politique de concentration dans les villes où des municipalités de droite étaient en fonction, la Fédération de Meurthe-et-Moselle ayant affirmé qu'elle ne faisait que

12) Archives Alfred Bour. L'élection de Nancy-Ouest.

13) Archives Louis Marin. 240. Dossier élections 1929.

suivre les directives du parti. Sur les 36 candidats de cette liste, 20 appartenaient à la majorité d'union nationale et les groupes de Gauche avaient 16 représentants. Mais le P.D.P. s'était défendu de vouloir éliminer les représentants de la F.R., si en revanche il s'était réjoui de voir « quelques hommes de Gauche » adhérer au principe de cette liste largement impulsée par les Démocrates Populaires locaux. Mais un grand nombre de ceux-ci sur la liste n'avaient pas été élus et le P.D.P. avait accusé « le parti de Louis Marin » qui de plus « n'existe pas en Meurthe-et-Moselle », avait-on assuré !

Du côté des Démocrates Populaires, on continue à vouloir affirmer sa spécificité, notamment sur le terrain social, par une action qui n'est que le corollaire nécessaire de l'action démocratique, en même temps que l'on critique avec vigueur l'offensive qui se développe en 1929 contre les assurances sociales. Sur le plan politique général, la Fédération se prononce en faveur d'un « centre républicain » qui engloberait la Gauche radicale, l'Action Démocratique et Sociale, les Républicains de Gauche et les Démocrates Populaires. De la Fédération Républicaine, il ne faudrait accueillir que ses éléments favorables à une politique de paix à l'intérieur, de collaboration internationale et de progrès social<sup>(14)</sup>. Un grand écho est donné à une circulaire du parti aux fédérations rappelant qu'il leur est interdit d'adhérer à certaines associations politiques permanentes constituées à côté des partis ou à certaines organisations électorales permanentes, pour conserver l'originalité et l'indépendance du parti<sup>(15)</sup>. Il s'agit ici du « Centre de propagande des Républicains nationaux » de Kerillis qui, dans *L'Écho de Paris* avait mis en cause cette volonté d'isolement. Cornilleau lui avait répondu en posant la question : « l'union, oui, mais, où est l'idéal commun ? », le problème commençant à se poser de l'attitude pour les élections de 1932. En tout cas en Meurthe-et-Moselle, ces directives ne pouvaient que renforcer la méfiance à l'égard des tendances conservatrices de la « F.R. » et de sa volonté d'hégémonie. Dans toute cette période, Teitgen dans le journal de la Fédération rappelle constamment la doctrine du parti et ce qui le distingue des autres forces de l'union nationale aussi bien pour la recherche d'un compromis sur le terrain scolaire que sur le plan international et de l'adhésion à la politique de Briand qui l'oppose très nettement à Louis Marin, symbole de la politique nationale, voire nationaliste pour les relations franco-allemandes en particulier. Teitgen soutient ainsi les idées d'union européenne et l'idée que l'Europe ne pourra éviter la ruine et la catastrophe qu'en s'unifiant. Des réunions sont organisées à Nancy sur le problème de la paix et on a ici affaire à une des fédérations du parti qui ont été les plus « briandistes » dans leur action. Un autre terrain important de démarquage par rapport à la droite traditionnelle reste le terrain social, la Fédération demandant la création effective de cartes de chômage et

14) *Démocrate de l'Est*, décembre 1929.

15) *Ibid.*, juin-juillet 1931.

prenant position en faveur des grévistes du Nord dans un conflit qui oppose le syndicalisme et le patronat chrétiens<sup>(16)</sup>.

En tout cas c'est à Nancy que se déroule en 1929 le Ve congrès national du P.D.P., ce qui est une reconnaissance du rôle de la Fédération dans le parti, et ce alors que la campagne menée contre elle s'amplifie puisque l'on serait passé de la « conspiration du silence » à la « campagne de calomnies ». Cependant on peut se demander si le changement qui intervient en 1929 à la tête de la fédération n'est pas la conséquence de ces difficultés. En effet alors Fisson, Lalande, Teitgen démissionnent de leurs fonctions, et cela, disent-ils, afin d'éviter « une sorte de pouvoir personnel ». Le nouveau bureau comprend ainsi dès lors comme président le Docteur Richard, H. Condé étant secrétaire général. La Fédération est aussi affaiblie par la disparition d'Antonin Daum qui, quoique proche du « Redressement Français » ne cachait pas non plus ses sympathies pour le P.D.P. Mais elle revendique en 1930 54 conseillers municipaux, 4 maires et 5 adjoints et se réjouit de l'activité du « groupe des jeunes » et son « club du carrefour ». Mais en 1931 on assiste à une réviviscence des conflits locaux avec la F.R., qui vont être à la fois une illustration et une amplification du conflit national entre les deux partis. On passe alors de la crise latente à la crise ouverte, le journal de la F.R., *La Nation*, estimant que les limites avaient été franchies par le P.D.P. après le congrès de 1930 où Raymond-Laurent avait annoncé le refus d'adhérer à un « comité d'arbitrage » des « partis nationaux » pour les prochaines élections.

Dans ce cadre les élections cantonales vont être une occasion de cristallisation et d'exacerbation de ce conflit au niveau national. En effet, dans le canton de Nancy-Ouest se présente le démocrate populaire Marchal à côté ou en face de Warren. Il s'agit d'un accord notamment réalisé entre « les partis républicains qui travaillent à des buts communs en ce qui concerne l'organisation de la paix et le rapprochement franco-allemand » dans un « front unique de la paix », rassemblant le P.D.P., la Jeune-République, le Parti Radical et le Parti Socialiste français (groupe Chabrun)<sup>(17)</sup>. Warren arrive légèrement en tête au premier tour, mais il est largement battu au second par Marchal qui recueille de façon indiscutable des suffrages « cartellistes » et socialistes. Si Teitgen reconnaît que toutes ses voix n'étaient pas démocrates populaires, il se réjouit de cet exemple de « déclassement des partis » et Cornilleau de la défaite de Warren responsable d'une attitude agressive contre le P.D.P. avec ses journaux « inféodés à la politique du consortium De Wendel ». Mais, devant cette défaite d'un des principaux lieutenants de Louis Marin, la riposte est désormais assez violente du côté de la F.R. et pour Marin la division introduite chez les « nationaux » par le P.D.P. est à présent patente, le « cas Warren » ayant été un avertissement. Joseph Simon de *L'Éclair de l'Est* dans une « étude sur le P.D.P. » incrimine également

16) A ce sujet J.C. Delbreil, *op. cit.*

17) *Démocrate de l'Est*, novembre 1931. *Petit Démocrate*, 1<sup>er</sup> novembre 1931

son action dans « l'union catholique » et les « fraternités » de Nancy<sup>(18)</sup>. Les démocrates infiltrés s'y comportent comme des « saxons » avec un homme comme Fisson et sont responsables du malaise incontestable qui pèse sur les catholiques du diocèse et jusque dans le clergé. Il met en cause comme d'autres sur le plan national « la collusion démocratico-maçonnique » et une volonté de lancer un grand quotidien démocrate dans l'est grâce à l'appui notamment de Loucheur. Cela rejoint les thèmes d'une campagne d'ensemble menée contre les « rouges-chrétiens » autour d'organes comme *L'Intérêt Français* souvent dans la mouvance de « l'Action Française ». Du côté démocrate, on voit la montée d'une « vague de haine » contre le P.D.P. après l'élection de Nancy, stimulée par la fraction nationaliste de la F.R. qui jette le masque en marchant derrière l'A.F.

Sur le plan local Teitgen incrimine directement dans la région, le jeu des « puissances de l'argent » et des « féodaux » et c'est dans ce contexte que s'engage la campagne pour les élections de 1932 où le P.D.P. a refusé de participer au pacte général proposé par la F.R., en l'acceptant seulement pour les circonscriptions où il y aurait « péril cartelliste ». Une indépendance théorique est ainsi revendiquée, posant le problème non seulement de l'union des « nationaux », mais aussi des catholiques, même si la F.N.C. avait baissé ses exigences par rapport à 1928. Mais un « Front » tend à se constituer contre les « rouges-chrétiens » autour de *L'Intérêt Français* et sur le thème « tout mais pas ça ».

. Pour la batailleuse fédération de Meurthe-et-Moselle, le problème est posé de son attitude. Le 24 janvier son conseil décide de présenter dans la 2<sup>e</sup> de Nancy Fisson, maire de Xeulley comme « candidat de concentration républicaine ». Il est aussi décidé que Henri Teitgen sera candidat, non en Lorraine, mais dans la Haute-Marne à Langres, appelé par la Jeune Fédération qui s'y est constituée. On avait même pensé un temps à opposer un candidat à Louis Marin à Nancy-2, et on déclare aussi que l'on a mis le P.D.P. en demeure de choisir contre la capitulation et les représailles. Du côté de la F.R. on met en cause désormais le rôle de *La Croix de l'Est* qui appartiendrait à une société contrôlée par Malval, la candidature Fisson face à Warren s'inscrivant dans une longue série de tentatives de division des catholiques et des nationaux. L'action de Malval commence à être critiquée, ainsi que ses complaisances à l'égard du cartel<sup>(19)</sup>. Warren s'était d'ailleurs plaint directement à M<sup>gr</sup> Hurault des difficultés créées par les démocrates infiltrés dans les œuvres et poursuivant dans l'est l'œuvre de division largement entamée dans l'ouest, par un noyautage des élites et des masses en faveur de la franc-maçonnerie. Il le supplie de donner un coup d'arrêt à ces manœuvres afin d'éviter que la Lorraine ne donne à son tour le mauvais exemple...<sup>(20)</sup>.

18) Joseph SIMON, Étude sur le P.D.P., 40 p.

19) Archives Louis Marin 232.

20) Lettre de Warren à M<sup>gr</sup> Hurault, 31 décembre 1931.

À la veille de l'élection, c'est « l'attitude scandaleuse de *La Croix de l'Est* » qui est de plus en plus mise en cause face à Warren, *L'Éclair de l'Est* ne pouvant plus être considéré en tout cas comme le journal de l'évêché. L'action du chanoine Boulanger est ici attaquée et son intervention supposée en faveur des démocrates après les élections cantonales d'octobre<sup>(21)</sup>. Du côté démocrate on commence d'ailleurs à parler des « pleureuses de Nancy » derrière Marin, Wendel, Warren, en collusion avec les éléments murrassiens. Wendel exprime aussi à Warren ses inquiétudes au sujet de l'avenir de *L'Éclair de l'Est* et de ses difficultés financières qui pourraient entraîner un changement de contrôle au profit des démocrates<sup>(22)</sup>. Quant à l'évêque de Nancy, il exige dans ces conditions de son clergé une parfaite neutralité et la *Croix de l'Est* finit par déclarer que les deux candidats catholiques Warren et Fisson donnent toute garantie l'un et l'autre au point de vue de la défense religieuse. Malgré tout, du côté préfectoral on prévoit alors des difficultés pour Warren du fait de cette « division du parti catholique », celui-ci pouvant par ailleurs ne pas se retirer si Fisson arrive devant lui « tant l'U.R.D. est hostile aux démocrates »<sup>(23)</sup>. C'est la circonscription où la rivalité P.D.P.-F.R. va le plus loin et où se révèlent le plus les rancœurs de la tendance « mariniste ». Il semble bien qu'effectivement le clergé de Meurthe-et-Moselle ait été très divisé par cette élection et par l'attitude de *La Croix de l'Est* pouvant sembler défavorable à *L'Éclair de l'Est* et à Warren. *Le Courrier de Lorraine et de Franche Comté* parle de l'attitude scandaleuse de cette *Croix*, pendant qu'un prêtre du diocèse se plaint à Louis Marin de ce « parti trouble et malfaisant » qu'est le P.D.P. dont tous les problèmes se révèlent ici : relations avec la droite traditionnelle, union des catholiques, attitude du clergé et de l'épiscopat. Fisson se présente en tant que candidat de « concentration républicaine » et critique en particulier le « nationalisme agressif » de Warren. Légèrement en tête au premier tour, il offre de se retirer si Warren en faisait autant devant un « candidat d'union ». Celui-ci refuse, se maintient, cette concurrence assurant le succès du candidat radical au second tour. La Fédération Républicaine accuse alors le P.D.P. d'avoir fait le jeu des radicaux et celui-ci met en cause des consignes de vote pour le radical. « L'union catholique » du diocèse avait demandé de faire respecter la discipline catholique en faveur du mieux placé, Fisson, appel guère entendu. Cette désunion à la fois politique et religieuse chez les catholiques lorrains allait se perpétuer dans les mois suivants avec des répercussions « jusque dans le clergé et les patronages du diocèse ». A Langres, Henri Teitgen s'était présenté face à un radical et à un républicain de gauche et il est battu au second tour par le radical malgré des reports de voix.

On peut cependant estimer que cette élection de 1932 allait marquer comme le signal du déclin de la fédération, alors la deuxième en effectifs

21) Archives Louis Marin. 232.

22) Lettre De Wendel à De Warren, 28 janvier 1932.

23) A.D. Meurthe-et-Moselle. 3M 94.

du parti, comme elle marque le début du déclin du parti. Elle connaît un tassement assez rapide des effectifs qui la fait passer en-dessous des 500 adhérents. En fait elle avait échoué dans ses objectifs politiques globaux alors qu'elle s'était fortement organisée et avait livré de vigoureux combats. Le Docteur Richard conserve à la fin de 1932 la présidence de la fédération, mais ce sont Pierre Frisson et Gaston Desplats qui remplacent à la vice-présidence Georges et Dechan tandis que Condé se maintient au secrétariat général, Fournasquer à la propagande et Rosambert à la direction du *Démocrate de l'Est* qui ne va pas tarder cependant à disparaître, même si ce dernier est alors élu président de « l'Union de la presse périodique de l'Est ». La propagande continue malgré tout où se distingue toujours Henri Teitgen dans des réunions publiques et contradictoires. C'est le moment aussi où, par Marcel Laroppe en particulier, la Fédération s'intéresse en particulier aux revendications des agriculteurs dont elle évoque le « juste mécontentement », même si on se déclare hostile comme au niveau national à l'action du « parti agraire ». C'est également le moment où François De Menthon (1900-1984), venu de l'A.C.J.F. et professeur d'économie politique à Nancy collabore au *Démocrate de l'Est* et à la fédération, aux côtés de Pierre Henri Teitgen. Il est plusieurs fois rapporteur aux congrès du P.D.P. sur les questions économiques et sociales. Cette fédération en déclin va cependant tenter un dernier effort électoral en 1936 avec une nouvelle candidature de Henri Teitgen à Nancy-2 pour les législatives. Il se présente cette fois face à Valentin de la « Fédération Républicaine » et face à la Gauche dans un sens plus « centriste » qu'ailleurs dans ces élections du Front Populaire très bipolarisées. Troisième au premier tour derrière Valentin et le radical Seitz, ses voix se reportent largement au second tour sur le premier. Malgré tout cette candidature avait témoigné une fois de plus de l'état difficile des relations avec la « F.R. » dans le département. C'est également à la fin de l'entre deux guerres que le P.D.P. est touché sur le plan des structures par une nouvelle organisation à partir de 1936 autour de 20 fédérations régionales et de 20 conseils régionaux dont la mise en place ne fut d'ailleurs pas toujours très facile. François de Menthon devient délégué pour la région de l'Est à la commission exécutive. La Meurthe-et-Moselle avait été une des fédérations les plus actives pour l'implantation des « jeunesses démocrates populaires », avec 166 abonnés à la *Route des Jeunes* en 1925, et une fédération locale des J.D.P. qui était sans doute une des 10 ou 15 à avoir une réelle activité. Fournis devient délégué départemental des J.D.P. pour le département.

Par ailleurs, si en Lorraine la fédération de Meurthe-et-Moselle a été plus active et de loin, on ne doit pas oublier qu'au départ elle s'était constituée en tant que « Fédération de la région de l'Est », en prétendant étendre son action au-delà même de la Lorraine et en suivant l'exemple de l'ancien « Sillon de l'Est ». Dans les Vosges, c'est dès 1925 qu'est créée la « section départementale » qui se veut « vivante et agissante », avec des bases à Remiremont et à Épinal. Mais en fait il faut bien constater que ce début d'essor prometteur a été assez vite bloqué et l'on parle

simplement bientôt ici de « quelques amis isolés » (*Le Petit démocrate* y compte 44 abonnés en 1928). Pour la Meuse, il est admis que ce département a constitué au début une sorte de « No mans land » pour la propagande du parti, malgré quelques sympathies. Cependant, et contrairement aux Vosges, c'est en 1935 qu'un congrès départemental s'y tient pour aboutir à la formation d'une fédération, malgré une faible implantation (27 abonnés au « Petit Démocrate » en 1928). La Fédération de Meurthe-et-Moselle s'était également intéressée à la propagande dans les départements voisins de la Marne, de Haute-Marne, du Doubs et de la Haute-Saône, en y envoyant des orateurs, avant que ces régions ne connaissent un développement autonome qui est surtout vigoureux en Franche Comté à la fin de la période.

Pour être complet au sujet des Démocrates Chrétiens dans l'ancienne Lorraine non annexée, il ne faudrait pas non plus oublier la présence de l'autre tendance permanente, celle des « Jeunes Républicains » autour de Marc Sangnier. Ceux-ci ont eu également des groupes dans l'Est et un organe *L'Éveil de l'Est* qui se veut le journal des groupes lorrains. Moins nombreux que les Démocrates Populaires, ils se veulent aussi plus à Gauche et en liaison directe avec les partis de Gauche. Du côté des Démocrates Populaires le désir est manifesté de travailler en liaison avec eux en reconnaissant « l'objectif commun » de « réaliser la République démocratique »<sup>(24)</sup>. De surcroît, il faut rappeler ici que dès 1932 Philippe Serre de la « Jeune République » se présente dans la circonscription de Briey-2 contre François De Wendel de la « F.R. », et en tant pratiquement que candidat de la Gauche modérée, malgré la présence d'un socialiste et d'un communiste. Il talonne Wendel de 50 voix au premier tour, avant d'être battu plus nettement au second. Mais cette candidature n'avait pu qu'accentuer l'hostilité de Wendel contre le P.D.P. lui-même qu'il qualifiait de « parti d'idéologues »<sup>(25)</sup>. Serre était venu de Paris affronter Wendel qui semble avoir gardé un souvenir assez cuisant de la campagne. Serre avait bénéficié de son talent incontestable, de l'appui d'un grand nombre de Catholiques et aussi des débuts de la crise économique. Il continue à travailler la circonscription et, dès l'année suivante, en 1933, il réussit à se faire élire à l'élection partielle rendue nécessaire par le départ de Wendel qui va passer au Sénat. Le seul représentant « démocrate chrétien » à la chambre de cette partie de la Lorraine sera un membre du petit groupe minoritaire de la « Jeune République ». Il est d'ailleurs réélu dans la même circonscription en 1936 en face d'un « radical indépendant » et en tant que candidat de la Gauche et du Front Populaire, ce qui n'est pas sans créer des problèmes pour l'attitude des Démocrates Populaires à la fois au niveau national et au niveau local, le P.D.P. étant accusé d'être lié au Front Populaire par

24) *Démocrate de l'Est*, novembre-décembre 1928.

25) A ce sujet, J.N. JEANNENEY, *François De Wendel en République. L'argent et le pouvoir 1914-1940*, Seuil, 1976, 670 p.

ses solidarités avec la J.R., notamment à travers le journal *L'Aube*. De surcroît Philippe Serre devient sous-secrétaire d'état dans le gouvernement Chautemps et il bat Wendel dès le premier tour dans une élection au Conseil Général en octobre 1937. La « J.R. » connaît dans ce département une des seules implantations électorales (4 élus en 1936 et 15 pour les Démocrates Populaires) et avait réussi là où Teitgen avait à nouveau échoué à Nancy-2. Dans ce département, cette effervescence avait donc été plus spectaculaire et symbolique que porteuse de succès immédiats, mais on peut estimer malgré tout que par la place qu'ils avaient réussi à obtenir dans l'ensemble des mouvements catholiques, et par l'affaiblissement qu'ils avaient occasionné à la droite traditionnelle, les Démocrates Chrétiens de l'entre deux guerres avaient préparé ici plus qu'ailleurs les victoires du M.R.P. de l'après-guerre, dans une conjoncture où la droite classique disposait ici d'un de ses bastions derrière des hommes aussi symboliques que Marin, Wendel ou Warren. Les victoires étaient sans doute en conséquence hypothétiques des « tendances centristes » et d'une « concentration électorale » face à la Droite et à la Gauche, même si en de nombreuses occasions les « Démocrates Chrétiens » n'avaient pas été très loin de réaliser ici leurs objectifs.

La fédération de Meurthe-et-Moselle avait également tenté de déborder dans sa propagande sur la Lorraine désannexée, sur la Moselle, mais en fait ici il n'allait jamais y avoir de groupe démocrate populaire constitué, du fait de conditions spécifiques et notamment de l'existence du parti local de l'U.R.L. C'est ainsi que l'on admet très vite au *Démocrate de l'Est* qu'il n'a jamais pu se constituer de fédération adhérente en Moselle tout d'ailleurs comme en Alsace, et cela en particulier à cause de la nécessité de ne pas gêner les organisations existantes. Cependant en 1934 encore à Thionville Henri Teitgen regrette que le parti soit peu connu dans la région et qu'aucune organisation n'y existe, même si l'on parle de jalons à Metz, Gorze et Phalsbourg, et si l'espoir de la formation d'une Fédération est de temps en temps évoqué (il y a 82 abonnés au *Petit Démocrate* en 1932). En effet la Moselle allait poser pour la « mouvance démocrate chrétienne » dans l'entre deux guerres un problème largement comparable à celui de l'Alsace. Tout comme il s'était constitué en Alsace après l'armistice un parti autonome que l'on peut considérer largement comme un parti catholique, de même en Moselle s'était formé aussi dès le début de 1919 un parti autonome sous la forme de l'U.R.L. ou « Union Républicaine Lorraine ». Celle-ci était cependant dès le début un parti un peu hétéroclite, marqué par une grande diversité de tendances, allant d'une certaine droite traditionnelle à une certaine forme de « démocratie chrétienne » par ailleurs aussi « régionaliste ». Concrètement, on pouvait y distinguer une tendance « traditionaliste » autour du chanoine Collin, de l'abbé Ritz, de Guy De Wendel, une tendance « libérale » autour d'un homme comme Serot, et une tendance issue de l'ancien « Zentrum » avec le chanoine Louis, Meyer et l'abbé Hackspill, et assez proche de la « Démocratie Chrétienne ». Un autre problème initial avait été celui du maintien ou non des liens avec les Alsaciens et c'est Collin qui constate la prise de

conscience des « contrastes des caractères et des intérêts alsaciens et lorrains » qui a conduit à la séparation des deux partis et à ne plus vivre dans « l'orbite alsacienne ». Schuman lui-même parle de la « tutelle de Strasbourg » avant 1914 qui a pu être écartée depuis, même s'il s'est constitué un groupe régional parlementaire au sein duquel règne une « entente cordiale »<sup>(26)</sup>.

Un autre problème est celui de l'adhésion éventuelle de ces partis régionaux aux partis nationaux existants et de l'absence d'un « parti catholique » à l'intérieur qui avait joué dans le sens de la séparation. En Moselle cependant l'U.R.L. avait obtenu aux élections de 1919 un large succès avec 53 % des voix des inscrits et en remportant les 8 sièges. Mais on a pu dire aussi qu'en fait 1919 en Moselle « avait assuré la défaite du courant démocrate chrétien et donné un avantage durable aux nationalistes conservateurs », la tendance « nationaliste » étant en effet mieux représentée chez les élus que la tendance « démocrate chrétienne régionaliste ». Du reste l'U.R.L. allait demeurer surtout dans cette période « un syndicat d'élus aux contours flous », où l'influence des De Wendel se fera tout particulièrement sentir<sup>(27)</sup>. Les élus adhèrent en 1919 au groupe de « l'Entente Républicaine Démocratique », quoique l'idée soit parfois émise de constituer un groupe autonome alsacien-lorrain. Aux élections de 1924 la liste de l'U.R.L. connaît un certain déclin en tombant à 42% des voix des inscrits et cela du fait en particulier de l'apparition de « l'Union Républicaine Nationale Démocratique », proche de « l'Alliance Démocratique », si elle obtient à nouveau 8 sièges : Schuman, Serot, Wendel, Meyer, François, Moncelle, Louis, Paqué. Cette liste s'était présentée avec un programme social de « collaboration du capital, de l'intelligence et du travail » et un « programme régional » axé surtout sur la défense du « statut local ». Cependant on peut estimer que la revendication régionaliste allait moins loin qu'à l'U.P.R., et cela du fait de la présence d'une forte tendance « nationale » ou « nationaliste ». Du reste l'U.R.L., sans être rattachée à la « F.R. » y est néanmoins « affiliée ». Après ce repli en 1924, on la voit alors parler de la nécessité d'une œuvre d'organisation autour de comités locaux, cantonaux et d'arrondissement. Mais elle affirme aussi sa volonté de mener une action énergique contre toute velléité de suppression du concordat ou d'introduction des lois laïques, pour le maintien des libertés religieuses et scolaires, et parle de « l'esprit chrétien » qui l'anime. En tout cas, si l'U.R.L. reste alors indépendante des partis nationaux, le problème se posait pour ses élus de l'adhésion à un groupe parlementaire. C'est ici qu'en 1924 on assiste au fait important de l'adhésion de deux élus de l'U.R.L. au nouveau groupe « démocrate » constitué à la Chambre avant même la formation du P.D.P. en la personne du Chanoine Louis et de Louis Meyer, tout comme le font quatre élus de l'U.R.P. alsacienne en la personne de Walter, Seltz, Brom et Bilger. Ces deux parlementaires se rapprochent donc du « Parti

26) A ce sujet : *Le Lorrain*.

27) F. ROTH, *op. cit.*, 1976, 766 p.

Démocrate Chrétien » et témoignent de l'existence de la tendance démocrate chrétienne par cette adhésion, à l'intérieur de l'ensemble composite de l'U.R.L. Le chanoine Louis, né en 1862 à Montois-la-Montagne (mort en 1944) avait été directeur des œuvres sociales et de jeunesse du diocèse de Metz. C'est en 1924 qu'il se fait élire sur la liste de l'U.R.L. et qu'il s'inscrit au nouveau groupe parlementaire des démocrates. Il va être notamment membre des commissions de l'enseignement et d'Alsace-Lorraine, et se signalera par d'assez nombreuses interventions sur la politique familiale et scolaire dans les « provinces recouvrées », mais aussi sur le plan national. Il devient membre de la commission exécutive du P.D.P., ce qui est d'une part une reconnaissance de la place de la Moselle dans le parti et d'autre part de la complexité des relations qui vont exister entre un parti local comme l'U.R.L. et le P.D.P. Quant à Louis Meyer, né à Waldscheid près de Sarrebourg en 1868 (mort en 1939), il est depuis 1893 maire de son village, puis avait siégé au Landtag d'Alsace-Lorraine en tant que membre de l'opposition. Il avait été élu dès 1919 sur la liste de l'U.R.L. où il est réélu et devient lui aussi membre du groupe démocrate et membre de la commission du commerce. Il fait également partie du Conseil national du nouveau P.D.P.

Quant à Robert Schuman, né en 1886 à Luxembourg dans une vieille famille lorraine, il avait été élu en 1919 sur la liste de l'U.R.L. Inscrit au groupe de l'E.R.D., il reste ensuite à celui de l'U.R.D. après 1924. Mais en fait il est déjà dans une position intermédiaire entre les tendances, et assez proche des démocrates chrétiens. François De Wendel dans une lettre à Louis Marin en 1928 parle de lui comme se trouvant politiquement « sur la frontière des démocrates et de notre groupe »<sup>(28)</sup> (l'U.R.D. et la F.R.) et ce sera effectivement à partir de 1932 qu'il rejoindra le P.D.P. Mais, dès cette période, il commence à se signaler à la Chambre par des interventions sur la défense du statut régional, mais aussi en matière financière et économique. En fait, par ces adhésions à des groupes différents au Parlement, les autres élus restant à l'U.R.D., groupe le plus proche de la « Fédération Républicaine, ils révéleraient nettement les clivages à l'intérieur de l'U.R.L. sur les terrains sociaux et internationaux, reflétant là encore les divisions du catholicisme français dans ce département dont on a pu dire cependant qu'il était en Lorraine « le plus favorable aux Démocrates Chrétiens »<sup>(29)</sup>. Si un esprit « démocrate chrétien » apparaît dans une forte tendance du parti local, on a ici une force potentielle importante qui ne profite pas directement au parti national de cette inspiration, la Moselle présentant pour le P.D.P. un problème analogue à celui de l'Alsace : relations parlementaires, liaisons avec un parti local, mais aussi bientôt questions posées par l'émergence de ten-

28) J.N. JEANNENEY, *op. cit.*, p. 318 note, voir aussi : R. POIDEVIN, *Robert Schuman*, Imprimerie nationale, 1986, 520 p. Christian PENNERA, *Robert Schuman. La jeunesse et les débuts politiques d'un grand européen de 1886 à 1924*, Sarreguemines, 1985. Robert ROCHEFORT, *Robert Schuman*, Paris, 1968.

29) A ce sujet : Pierri ZIND, *Elsass-Lothringen-Alsace-Lorraine. Une nation interdite (1870-1940)*, Copernic, 1979, 688 p.

dances « autonomistes » en particulier dans l'est mosellan, et dans l'aile démocrate chrétienne face aux tendances « nationalistes » de l'U.R.L. Ce problème était encore aggravé par les relations entre celui-ci et la F.R. en conflit avec le P.D.P.

Cependant, c'est dès les débuts de la législature 1924-1928 et dès avant même la création du P.D.P. que le problème « régionaliste » est réactivé en Moselle comme en Alsace par la politique anticléricale du cartel des Gauches et les menaces sur le « statut local » religieux et scolaire. En 1924-1925, tout comme en Alsace une agitation se développe face aux menaces anticléricales et il se constitue un « comité d'action et de défense religieuse » lié à la « Fédération Nationale Catholique », dont le secrétaire général est le chanoine Louis<sup>(30)</sup>. Le problème allait se poser rapidement de la position à prendre face à la naissance du mouvement autonomiste qui prend largement appui sur la réaction contre la politique du cartel. L'U.R.L. décrite comme « représentant la totalité du clergé et des catholiques » dispose d'un journal où elle a de fortes positions, *Le Lorrain* avec notamment le chanoine Collin qui disparaît en 1928 et l'abbé Ritz<sup>(31)</sup>. En effet ce mouvement autonomiste au sein même de l'U.R.L. se développe autour d'organes comme la *Volkstimme* ou la *Lothringer Volkszeitung*. En même temps ce mouvement peut s'appuyer sur la « Ligue Populaire Lorraine » qui était au début liée à l'U.R.L., mais qui en représente bientôt la tendance « autonomiste » et qui organise dès le 13 juillet 1924 une grande réunion de protestation à Metz, sous la direction de M<sup>gr</sup> Pelt. Cependant, dans l'ensemble, l'U.R.L. prend assez vite ses distances à l'égard de l'émergence du mouvement autonomiste. Les parlementaires mosellans par exemple ne s'associent pas à certaines propositions des Alsaciens, et des clivages se révèlent de plus en plus entre « autonomistes » alsaciens et lorrains. Charles Ritz affirme aussi bientôt dans *Le Lorrain* qu'il était temps que l'U.R.L. comme parti prit nettement position contre le mouvement autonomiste. Une motion est votée en octobre 1925 désavouant cette propagande. L'U.R.L. refuse de s'associer à un mouvement qui devient anti-national et anti-constitutionnel, et cela en suivant un rapport de Robert Schuman<sup>(32)</sup>. Le journal *Le Messin* affirme de plus, que depuis que l'U.R.L. a accentué ses tendances autonomistes, la scission entre les deux partis est devenue définitive<sup>(33)</sup> pendant que la *Volkstribune* affirme au contraire que l'U.R.L. se dresse désormais contre les revendications de la population alsacienne-lorraine<sup>(34)</sup>. Une réaction se dessine aussi dans la « Ligue Populaire lorraine » qui désavoue ses conférenciers qui défendent les doctrines autonomistes comme Dumser et Antoni. En fait ici la « Ligue Populaire »

30) A.N. F7 13 380.

31) A ce sujet : F. ROTH, *Le Temps des Journaux*. Nancy-Metz, 1983, 275 p. et *La Vie Politique en Lorraine*. Nancy-Metz, 1985, 173 p.

32) *Le Lorrain*, 23 octobre 1925.

33) *Le Messin*, 24 octobre 1925.

34) *Volkstribune*, 25 octobre 1925.

avait été dissoute au profit de « l'action catholique lorraine » liée à la F.N.C. et où dominaient les tendances « nationales ». Mais le heurt des deux ailes chez les catholiques mosellans devient de plus en plus net, la tendance autour du *Lorrain* s'opposant de plus en plus à celle de la *Lothringer*, même si, dans *Le Lorrain*, on a affaire à la fois à un courant de « droite nationaliste », et à un courant « centriste régionaliste », de petits journaux combatifs du *Messin* à la *Volkstribune* attisant encore ces oppositions. En tout cas *Le Lorrain* reste alors malgré tout « considéré comme l'organe officiel de la langue française de l'évêché de Metz et de l'U.R.L. » et il tire à 12 000 exemplaires, cependant que Guy De Wendel soutient à la fois ce journal et aussi *Le Messin*<sup>(35)</sup>. Mais une tendance « régionaliste » demeure aussi à l'U.R.L. qu'incarne de plus en plus Robert Schuman. Celui-ci estime d'ailleurs en janvier 1926 la rupture inévitable entre les deux branches du parti, entre « les Lorrains de langue allemande... Approuvant le mouvement autonomiste et le manifeste alsacien de la Zunkunft » et les « lorrains de langue française », simplement partisans du maintien du statut local, garanti depuis la chute du cartel<sup>(36)</sup>. Schuman et Guy De Wendel sont mandatés pour intervenir à la Chambre sur la situation dans les départements recouverts et éviter une scission lors du débat sur l'Alsace-Lorraine, Schuman pour donner satisfaction à la partie de langue allemande et Guy De Wendel à la partie française<sup>(37)</sup>. Les positions « anti-autonomistes » de l'U.R.L. sont soutenues par la presse « nationale » de l'intérieur liée à la F.R. Schuman rappelle que la France n'acceptera jamais l'autonomie et qu'on ne peut essayer d'obtenir qu'une administration régionale<sup>(38)</sup>. Ce sont là des thèses très proches de celles que défend le P.D.P., thèses régionalistes modérées et décentralisatrices, très prudentes face aux liaisons avec les autonomistes défendues par certains alsaciens-lorrains, parfois pourtant de tendance « démocrate chrétienne » sur le plan politique et social. En face la *Lothringer* veut alors malgré tout continuer à parler d'une Alsace et d'une Lorraine unies pour obtenir cette autonomie administrative<sup>(39)</sup>, et réclame au minimum la reconnaissance d'un « régionalisme avec autonomie législative ». Schuman qui devient un spécialiste de ces problèmes à la Chambre rappelle devant certaines attaques de la droite « nationale » que toutes les promesses faites à l'Alsace-Lorraine n'ont pas été tenues, ainsi que les fautes et les erreurs qui ont été commises. Il n'est que temps de trouver une solution à la question scolaire et à la question linguistique. Il veut aussi indiquer des « solutions de compromis » en demandant une « politique lorraine », mais en justifiant aussi le refus par l'U.R.L. d'un programme de type de l'U.P.R. L'U.R.L., ou du moins la tendance qu'il y représente demande un « régionalisme judiciaires » dans un sens assez proche de celui que pouvait soutenir le Parti

35) A.N. F7 13881, 30 novembre 1925.

36) A.N. F7 13881, 17 janvier 1926. Rapport sur la situation de l'U.R.L.

37) A.N. F7 13881, 28 janvier 1926. Rapport commissaire spécial du Préfet.

38) A.N. F7 13881, 8 février 1926.

39) *Lothringer Volkzeitung*, 12-14 février 1926.

Démocrate Populaire<sup>(40)</sup>. Toutefois il faut rappeler ici que le manifeste du « Heimatbund » alsacien de 1926 avait été signé par les Mosellans comme le Conseiller de Fénétrange, Antoni. Et c'est dans ces conditions que l'on avait assisté à l'émergence d'un nouveau parti, le Parti Chrétien Social, plus favorable aux thèses autonomistes<sup>(41)</sup>. Dans ce contexte se préparent les élections de 1928 qui vont avoir lieu au scrutin d'arrondissement. Le chanoine Louis ne se représente pas (il fut question un temps qu'H. Teitgen se présente pour le remplacer). La situation est confuse sur le plan des circonscriptions et marquée en particulier par la rivalité des tendances de l'U.R.L. A Boulay-Saint-Avold, l'intention est prêtée dès juillet 1927 à Jean Labach de se présenter. Il est décrit comme « fervent adepte de la doctrine de la Volkszeitung » et un des promoteurs du nouveau parti « chrétien-social ». A Sarrebourg, la situation est plus confuse puisque le député sortant Louis Meyer, membre du groupe Démocrate Populaire rencontre un concurrent en la personne du conseiller général Émile Peter. A Boulay, Labach l'emporte face à un candidat communiste et à un candidat officiel de l'U.R.L., Paqué, en étant présenté comme « candidat indépendant ». Il bénéficie d'une campagne de la *Lothringer* qui présente Paque comme le candidat des De Wendel. Ce dernier se désiste en sa faveur au second tour et il est largement élu avant de rejoindre le groupe démocrate. Il avait d'ailleurs fait écho aux idées du P.D.P. et d'un soutien plus ou moins discret qu'il lui avait témoigné, mais tout en se réclamant aussi du « Parti Chrétien Social de la Moselle » officiellement constitué le 10 novembre 1927, et de son programme de défense religieuse et régionaliste, en faveur en particulier d'un « organe consultatif » élu au suffrage universel. A Sarrebourg Meyer est le candidat officiel de l'U.R.L., mais la *Lothringer* le combat en soutenant Peter qui « défend les revendications au sujet de l'administration régionale » et qui est « indépendant des représentants et des alliés de l'industrie. Il bénéficie aussi du soutien du « Parti Chrétien Social » et d'un mécontentement qui joue en sa faveur au second tour. Arrivé derrière Meyer au premier, il le bat au second en profitant d'un certain report de voix de Gauche<sup>(42)</sup>. Mais Émile Peter (1887-1974) ne s'inscrit pas immédiatement au Groupe Démocrate Populaire qu'il ne rejoindra qu'en 1932, en allant tout d'abord au Groupe d'Action Démocratique et Sociale. Jean Labach (1972-1962) le fait dès 1928. Maire de l'Hôpital à la frontière sarroise depuis 1919 et conseiller d'arrondissement, il renforce le Groupe Démocrate qui compte alors 18 membres. Il intervient en particulier en février 1929 sur la question des populations dialectophones mosellanes. Quant à Robert Schuman, il est élu au second tour à Thionville-Est, la F.R. remportant les autres sièges du département sauf à Forbach et à Thionville-Ouest, gagnés par les communistes. Mais l'U.R.L. a 3 sortants battus et n'a plus que 5 élus. Certains veulent alors

40) A.N. F7 13884, 30 mars 1927.

41) A.N. F7 13884, 4 juillet 1927.

42) A ce sujet, *Histoire de Sarrebourg*. Metz, Éditions Serpenoise, 1981, 407, Chapitre Gérard Michaux.

en voir la « situation critique » face à l'émergence de « mouvements démocratiques », les tendances nouvelles étant souvent plus proches du P.D.P. et des Démocrates Chrétiens que d'une U.R.L. restant majoritairement liée à la F.R., malgré les divergences sur la question autonomistes. On parle toujours des « dissidents » voulant créer une nouvelle force politique, et cela en particulier autour de Victor Antoni, et à laquelle adhèrent Labach et Schuman, le parti disposant d'un nouveau journal à partir de février 1928, le *Lothringer Journal*<sup>(43)</sup>. Mais le P.D.P., s'il ne pouvait que combattre comme en Meurthe-et-Moselle l'U.R.L. et les tendances proches de la P.R. disposait cependant de sympathisants dans cette dernière et ne pouvait que témoigner d'une grande prudence à l'égard des tendances autonomistes du parti chrétien-social, les démocrates chrétiens étant ici partagés entre les deux partis. En tout cas du côté « régionaliste » mosellan une majorité paraît ne pas approuver la revendication alors formulée par l'U.D.R. d'une réforme administrative alsacienne-lorraine et d'autre part refuse aussi la formation toujours proposée par certains d'un parti alsacien-lorrain qui aurait pour résultat d'entraîner une scission entre le « camp national » et le « camp chrétien » en Moselle<sup>(44)</sup>. De même encore la formation d'un groupe autonome alsacien-lorrain est refusée après les élections de 1928, un homme comme Peter estimant que l'inscription dans les groupes existants aurait plus d'avantages<sup>(45)</sup>.

Mais des contacts sont en fait maintenus entre l'U.R.L. et les chrétiens sociaux, souvent considérés par certains comme « l'aile gauche » du parti sur le plan social. Une rencontre a ainsi lieu à Sarreguemines en septembre 1928. Schuman y réaffirme en particulier son opposition au terme « autonomie », cependant qu'une commission de 10 membres est nommée. La formation d'une « Union Démocrate Lorraine » est ainsi envisagée, qui aurait pu se constituer entre une aile « régionaliste » de l'U.R.L. et une aile droite et modérée de « l'Union Chrétienne Sociale », dans le sens d'un rassemblement d'ailleurs aussi « Démocrates Chrétiens » des deux partis et pouvant être soutenu par le P.D.P. en particulier<sup>(46)</sup>. En revanche il aurait pu se constituer autour de la Droite de l'U.R.L. un nouveau parti directement affilié à la Fédération Républicaine, en dehors par conséquent des éléments Démocrates-Chrétiens. Mais en fait l'entente prévue à Sarreguemines n'allait pas pouvoir se réaliser, ce qui sauve l'unité de l'U.R.L. C'est ainsi qu'au début de 1929 on estime que la scission est totale entre les deux partis U.R.L. et U.C.S., même si l'on s'engage des deux côtés, par l'abbé Ritz pour l'U.R.L. et par l'abbé Valentiny pour l'U.C.S. à ne plus polémiquer dans la presse, et cela à la suite d'une nouvelle réunion tenue à l'évêché de Metz sous la présidence de M<sup>gr</sup> Pelt<sup>(47)</sup>. La *Lothringer Volkszeitung* s'engage en particulier à ne plus attaquer le maire de Metz, Vautrin.

43) Pierre ZIND, *op. cit.*, P. 502.

44) A.N. F7 13397, *Journal de Forbach*, 4 juillet 1928.

45) A.N. F7 13397, *Metzer Freies Journal*, 3 juillet 1928.

46) A.N. F7 13397, 5 septembre 1928.

47) A.N. F7 13397, 20 mars 1929.

Après l'échec de cet essai d'entente qui aurait pu favoriser la naissance d'un véritable Parti « Démocrate Chrétien » en Moselle, on voit en décembre 1929 l'U.R.L. se transformer en « Union Républicaine Démocratique de la Moselle », et cela en resserrant ses liens avec la « Fédération Républicaine » face à « l'Union Chrétienne Sociale » que le journal *L'Avenir* présente alors comme étant formée d'« autonomistes cléricaux », tout comme l'U.P.R. alsacienne et manifestant aussi par ailleurs la même « démagogie sociale »<sup>(48)</sup>. On doit en tout cas constater la présence de clivages analogues en Moselle et en Alsace où existait depuis 1928 un schisme entre les catholiques alsaciens de l'U.P.R. dont certains des parlementaires étaient aussi au Groupe Démocrate Populaire et « l'A.P.N.A. » proche de la « F.R. ». Là aussi on avait assisté à une division du catholicisme mosellan, et à un reflet du moins partiel de l'opposition entre le P.D.P. et la F.R., entre les « Démocrates Chrétiens » et la « Droite traditionnelle ». Mais le clivage était obscurci tout comme en Alsace par la question autonomiste, les Démocrates Chrétiens ne défendant que le régionalisme et étant en fait présents à la fois dans une « Gauche » de l'U.R.L. et une « Droite » de l'U.C.S. qui était toutefois plus proche de leur programme sur le terrain social et sur le terrain international.

Cependant il faut constater qu'en vue des élections de 1932 un certain effort de conciliation allait apparaître entre ces deux tendances. Les « Chrétiens Sociaux » essaient ainsi d'obtenir un accord pour lequel Robert Schuman sert à nouveau d'intermédiaire, tout comme il navigue alors un peu entre le P.D.P. et la F.R.<sup>(49)</sup>, les « Chrétiens-Sociaux » souhaitant obtenir 2 sièges. Si des difficultés continuent à se révéler, un certain rapprochement se produit malgré tout, les Chrétiens Sociaux affirmant dès lors qu'ils n'ont jamais été autonomistes dans le sens alsacien du terme<sup>(50)</sup>. En tout cas durant la campagne Labach qui se représente à Boulay rappelle son rôle dans le Groupe Démocrate et déclare qu'il est tout comme Champetier De Ribes régionaliste et non autonomiste<sup>(51)</sup>. Mais il se présente aussi avec le programme du Parti Chrétien Social. Deuxième au second tour, il se retire, le modéré Wiltzer étant alors élu. A Sarrebourg, Peter est réélu assez largement au premier tour sans concurrent modéré et il rejoindra le Groupe Démocrate tout comme Schuman élu au premier tour à Thionville qui se prononce pour un programme de paix à l'intérieur, de paix religieuse et de paix sociale. L'U.R.L. maintient ses positions et deux députés mosellans vont renforcer le Groupe Démocrate. Il convient aussi de noter qu'au plan national, les relations avaient été rompues avec les parlementaires alsaciens-lorrains qui avaient adhéré au Groupe Démocrate Populaire et qui vont alors rejoindre un petit groupe autonome. Peter ira ainsi en 1936 au Groupe des Indé-

48) *L'Avenir*, 23 février 1930.

49) A.N. F7 13261, 28 janvier 1932.

50) A.N. F7 13261.

51) A.N. F7 13261, 21 avril 1932. A.D. Moselle 303 M 56.

pendants d'Action Populaire, si Schuman en revanche reste au Groupe Démocrate avant de le quitter à son tour au début de 1939 à cause d'un désaccord sur une prise de position du secrétaire-général du P.D.P., Raymond-Laurent au sujet de la guerre d'Espagne<sup>(52)</sup> (il est réélu à Thionville-Est en 1936 de même que Harter à Forbach « indépendant d'action populaire »). L'adoucissement des positions du Parti Chrétien Social est critiqué en particulier par les communistes pour qu'il montre son vrai visage, dans le but de ménager l'U.R.L. et les conservateurs tout en prétendant les combattre, alors qu'un certain soutien avait été apporté de leur côté aux Chrétiens Sociaux en 1928<sup>(53)</sup>. Cependant les rapports au préfet parlent encore à propos de l'élection cantonale à Fénétrange en 1934 de « l'organisation électorale excellente » de ce parti et de l'appui massif des ministres du culte à Antoni qui continuerait de plus à être en relation avec L'U.P.R. Il est décrit comme un « propagandiste dangereux » et « disposant de ressources dont l'origine n'apparaît pas clairement »<sup>(54)</sup>. Ainsi avait-on eu affaire pour la Moselle dans l'entre-deux guerres à une situation très originale pour les tendances « Démocrates Chrétiennes ». Tout comme en Alsace, le principal parti de cette inspiration de l'époque, le P.D.P. n'avait pu s'y établir au sens strict et n'avait entretenu des relations qu'avec certains parlementaires membres de son groupe, dont Schuman. Mais les relations n'avaient guère été étroites entre le P.D.P. et « l'Union Chrétienne Sociale » d'un esprit plutôt « Populaire Chrétien ». Cependant des contacts avaient été établis entre les « Démocrates Chrétiens » de l'intérieur et les Catholiques des « provinces recouvrées ». La Fédération de Meurthe-et-Moselle là encore s'était intéressée à ces problèmes. H. Teitgen lance ainsi en 1928 un « appel à l'Alsace »<sup>(55)</sup> et une enquête est faite en Alsace en 1931 autour d'un « comité Alsace-Lorraine » créé à Nancy. De plus des Mosellans d'origine étaient nombreux au P.D.P. (Bour, Teitgen) et les liaisons établies pourront là encore servir en 1945 même s'il y a eu dans l'entre-deux guerres un retard pour le développement d'une force Démocrate Chrétienne liée à un Parti National dans une des grandes régions catholiques françaises.

Jean-Claude DELBREIL

52) J.C. DELBREIL, *op. cit.*, P. 1204.

53) *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 15 avril 1932.

54) A.D. Moselle 303 M 75. Sarrebourg. Élection cantonale Fénétrange, 1934.

55) *Démocrate de l'Est*, novembre-décembre 1928.